

Questions Diplomatiques
et Coloniales (Paris)

Nr. 286 vom 16. Januar 1909

QUESTIONS
DIPLOMATIQUES ET COLONIALES

LA POLICE MAROCAINE
ET LA FRONTIÈRE ALGÉRIENNE

M. Jaurès, dans l'*Humanité*, s'est fort ému, ces jours derniers, d'un certain plan d'occupation militaire visant toute la région orientale du Maroc, plan que des informations particulières lui auraient révélé et qui, assurait-il, aurait été « dressé et dans une large mesure réalisé par M. le général Lyautey ». Le *Temps* et le *Journal des Débats* ont répondu à cette thèse en en contestant l'exactitude, et M. Jaurès a annoncé son intention de porter la question devant la Chambre des députés.

Pour notre part, nous ne croyons pas qu'en matière de politique extérieure les interventions incessantes du Parlement soient de nature à faciliter la tâche du gouvernement, surtout lorsque cette tâche est aussi délicate que dans l'affaire marocaine, où la France doit faire face à un programme d'action de l'étranger, dont l'agitation inlassable ne connaît jamais les après critiques qui viennent sans répit contrecarrer notre politique défensive. Ce n'est pas, d'ailleurs, que nous estimions devoir, comme le font quelques autres journaux, prôner toujours sans réserve nos propres efforts, en dénaturant avec trop de parti pris l'action étrangère. Nous avons au contraire le souci constant de nous garder également des excès d'une admiration sans bornes et de l'injustice d'un dénigrement systématique : il est vrai que nous n'avons pas les mêmes sources d'information que l'*Humanité*.

Cependant, puisque aujourd'hui la question est posée dans notre presse¹ et que l'étranger s'en trouve du même coup saisi, il nous paraît nécessaire de ramener la question aux termes exacts dans lesquels elle se pose, afin de réduire ainsi à de plus justes proportions des querelles où la passion politique joue un trop grand rôle.

¹ L'*Humanité* du 10 janvier et le *Temps* du 12 janvier.



Et d'abord précisons nettement la situation générale. L'acte international d'Algésiras, du 7 avril 1906, a stipulé l'introduction au Maroc de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté du sultan, de l'intégrité de ses Etats et de la liberté commerciale dans l'Empire marocain; il comporte : 1° une déclaration relative à l'organisation de la police; 2° un règlement organisant la surveillance et la répression de la contrebande des armes; 3° un acte de concession d'une Banque d'Etat marocaine; 4° une déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus; 5° un règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande; 6° une déclaration relative aux services publics et aux travaux publics¹.

En ce qui concerne l'organisation de la police -- c'est la question qui nous occupe en ce moment -- la déclaration de l'Acte d'Algésiras ne vise expressément que les huit ports du Nord et de l'Ouest, ouverts au commerce; il n'y est pas fait mention de la frontière algéro-marocaine. Cette dernière région, on le sait, est restée à part parce que l'organisation de la police dans toute cette zone avait été antérieurement définie par le traité franco-marocain du 18 mars 1845, par les accords franco-marocains de 1902 et enfin par le protocole franco-allemand du 28 septembre 1906, dont voici le texte² :

NOTE

Les négociations entre la France et l'Allemagne, concernant le projet de programme de la Conférence sur les affaires marocaines, viennent d'aboutir.

L'accord s'est fait sur un programme qui comprend : organisation de la police; règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes; réforme financière consistant principalement dans l'établissement d'une banque d'Etat; étude d'un meilleur rendement des impôts et de la création de nouveaux revenus; enfin, fixation de certains principes destinés à sauvegarder la liberté économique.

Quant à la région frontière, par une réserve spéciale insérée au projet de programme, il est entendu que les questions de police continuent à y être réglées directement et exclusivement entre la France et le sultan, et restent en dehors du programme de la Conférence. Dans la même région, l'application du règlement sur la contrebande des armes restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

Ainsi, dans l'ouest du Maroc, de par l'Acte d'Algésiras, la police est dévolue à la France et à l'Espagne, et dans l'Est elle

¹ *Quest. Dipl. et Col.*, 16 avril 1906, p. 548.

² *Quest. Dipl. et Col.*, 1^{re} octobre 1906, p. 436.

est dévolue à la France seule en vertu des accords et traités antérieurs franco-marocains. Mais un trait commun caractérise ces deux organisations de police et leur donne en somme un même caractère : elles doivent être, l'une et l'autre, marocaines, et ne porter aucune atteinte au principe de l'intégrité de l'empire chérifien.

Or, comment nous sommes-nous acquittés de notre mission sur la côte occidentale du Maroc ? Nous avons agi avec la plus absolue loyauté, nous conformant rigoureusement aux stipulations de l'Acte d'Algésiras : la diminution actuelle de nos effectifs dans la Chaouïa et leur remplacement par des éléments de police marocaine montrent avec quelle confiance et quels scrupules nous avons tenu nos engagements de ce côté. Il est manifeste que, si l'on peut faire des réserves sur le succès de la politique marocaine de M. Regnault, on ne saurait en tout cas assez louer la sincérité et la bonne foi de son attitude comme de celle du général d'Amade. De quel droit alors viendrait-on prétendre qu'il pourrait n'en être pas de même dans le Maroc oriental ? Qui ne voit au contraire que l'organisation normale, régulière de la police dans ces régions est le seul moyen de ramener définitivement la tranquillité sur notre frontière et de supprimer les dépenses énormes que nous y faisons depuis quelques années. Et puisque le protocole du 28 septembre 1906 nous en a reconnu le privilège exclusif, pourquoi, alors qu'on connaît les fermes déclarations du gouvernement, la droiture constante de notre politique, et les talents du général Lyautey, pourquoi paraître redouter que nous n'opérions de ce côté avec le même loyal souci de nos obligations contractuelles, qui se résument toutes dans ces mots : intégrité du Maroc ; souveraineté du sultan.

Si donc il existe un projet d'organisation de la police de ces régions, il convient de s'en féliciter grandement : c'est, comme nous venons de le dire, le seul moyen de mettre un terme à nos dépenses, de rendre au 19^e corps l'intégralité de ses effectifs, de gagner la confiance du sultan en lui montrant notre bonne foi et la valeur de notre appui dans une zone où nous agissons sans contrôle et où nous ne subissons aucune pression étrangère. L'application d'une telle organisation ne saurait d'ailleurs soulever de difficultés. S'il s'agit de constituer une police, les éléments en sont déterminés, d'abord par le traité de 1843 qui a fixé à 2.000 hommes l'importance des troupes que l'empire chérifien doit entretenir dans l'amalat d'Oudjda — stipulation très importante puisqu'elle impose au sultan l'obligation de faire les dépenses nécessaires à l'entretien de cette force ; —

puis par les accords de 1902 stipulant que ces troupes ne devront pas être dirigées « par des instructeurs étrangers autres que des Français ». Ces engagements du sultan ont encore été précisés au cours des négociations de Rabat à l'autome de 1907¹; et l'Acte d'Algésiras, par son article 123², a enregistré notre droit, que Moulaï Hafid a reconnu également lorsqu'il a promis de respecter les traités signés par ses prédécesseurs (lettre du 20 novembre 1908). Enfin le traité de 1845 prévoit même que « ce nombre de 2.000 hommes pourra être augmenté si des circonstances extraordinaires, et reconnues « telles par les deux gouvernements, les rendaient nécessaires « dans l'intérêt commun. » Il est évident que l'agression de la harka dans le Sud et le souci d'en finir avec nos difficultés dans ces régions sont bien les circonstances extraordinaires prévues par le traité de 1845.

Quant à la détermination de cette région pour laquelle nos droits sont ainsi établis, on la trouve formulée dans l'accord du 20 avril 1902, qui porte à son article I (*Livre Jaune*, I, p. 35) :

Le gouvernement chérifien consolidera, par tous les moyens possibles, dans l'étendue de son territoire, depuis l'embouchure de l'oued Kiss (Adjeroud) et le Teniet-Sassi, jusqu'à Figuig, son autorité makhzénienne, telle qu'elle est établie sur les tribus marocaines depuis le traité de 1845. Le gouvernement français, en raison de son voisinage, lui prètera son appui en cas de besoin.

Le gouvernement français établira son autorité et la paix dans les régions du Sahara, et le gouvernement marocain, son voisin, l'y aidera de tout son pouvoir.

Au-dessous de Figuig, le protocole du 20 juillet 1904, par son article IV, crée une frontière dont la mise en pratique a été, il est vrai, déclarée impossible par l'accord de 1902; mais le principe en pouvant paraître subsister, il serait nécessaire que le point fût fixé d'un commun accord dans les conversations avec le Makhzen. Voici le texte de cet article IV :

Le gouvernement marocain pourra établir autant de postes de garde et de douane qu'il voudra du côté de l'Empire marocain, au delà de la ligne qui est considérée comme approximativement la limite des par-

¹ « Pour assurer la mise en pratique de ces arrangements et nous fournir un gage certain de son désir sincère de mettre fin à l'ancien état de choses, le Makhzen nous a confié le soin de constituer à Oudjda une force de police composée de soldats marocains et algériens. Cette troupe qui offrira le grand avantage d'être immédiatement disponible, et dont les éléments algériens seront remplacés par des indigènes marocains, est destinée à circuler dans la région où sa présence établira la fréquentation et la sécurité des marchés. » (Rapport de M. Regnault. *Livre Jaune*, IV, p. 36).

² « Tous les traités, conventions et arrangements des puissances signataires avec le Maroc restent en vigueur. » (Acte d'Algésiras, article 123.)

cours des Douï-Ménia et des Oulad-Djerir, et qui va de l'extrémité du territoire de Figuig à Sidi-Dahar, traverse l'oued Kheroua et atteint, par le lieu connu sous le nom d'El-Morra, le confluent de l'oued Talzaza et de l'oued Guir. Il pourra également établir des postes de douane et de garde sur la rive occidentale de l'oued Guir depuis le susdit confluent jusqu'à 15 kilomètres au-dessus du ksar d'Igli. De même le gouvernement français pourra établir des postes de douane et de garde sur la ligne voisine de Djenan-ed-Dar, passant sur le versant oriental du djebel Béchar et suivant cette direction jusqu'à l'oued Guir.

Cette interprétation peut paraître discutable. En tout cas, la stipulation qui arrête la délimitation à 15 kilomètres au-dessus d'Igli indique nettement le parallèle au-dessous duquel le Sahara est exclusivement français. Enfin rappelons que, le 30 septembre 1905, M. Rouvier, répondant à cette question : qu'appelle-t-on région frontière ? déclarait :

La région frontière est déterminée par les conditions spéciales du voisinage des tribus algériennes et marocaines ; envisagée à ce point de vue, la région où nous entendons conserver la mission exclusive d'assurer la police, d'accord avec le gouvernement chérifien, doit comprendre « les » territoires où résident, campent et se meuvent traditionnellement les « tribus marocaines sédentaires ou nomades, en relations ou en contact « habituels avec les tribus algériennes ». (*Livre Jaune*, I, page 353.)

En résumé, et dans ces conditions, il nous semble certain que M. Regnault, pour qui M. Jaurès ressent de si vives préoccupations, trouvera précisément dans ces stipulations contractuelles dont les Marocains se sont toujours montrés si fidèles observateurs la force qui lui permettra de mener à bien sa mission et d'assurer le règlement pacifique de nos relations présentes et futures avec le Makhzen. La seule question qui nous semble digne d'examen, c'est peut-être de savoir jusqu'à quel point la présence simultanée des deux agents qui dirigent la politique française au Maroc — M. Regnault et le général Lyautey — ne serait pas nécessaire à Fez, et s'il ne serait pas préférable en cette occasion de renoncer à ce dualisme de direction.

Mais, encore une fois, où trouver dans tout cela les éléments d'un « insuccès sinistre », alors que tout concourt au contraire à nous inspirer pleine confiance dans la prudence du gouvernement et dans la sagesse de ses agents ?

J.-H. FRANKLIN.

Le Temps (Paris)

Nr. 24230

AU MAROC

Création d'une légion de gendarmerie

Jusqu'à ce jour, la gendarmerie du Maroc n'avait pas reçu d'organisation définitive. Pour mettre fin à cette situation, qui s'est révélée préjudiciable au bon fonctionnement de la force publique dans le protectorat, le gouvernement a décidé que le détachement de la force publique du Maroc serait transformé en une légion de gendarmerie du Maroc ayant son siège à Rabat.

La légion de gendarmerie du Maroc assurera, outre son service dans les régions pacifiées, le service prévôtal des territoires militaires et des troupes d'opérations. Elle est divisée en deux compagnies :

La 1^{re} compagnie, à Rabat, comprend les sections de gendarmerie de Rabat, Casablanca et Marrakech.

La 2^e compagnie, à Fez, comprend les sections de gendarmerie de Fez, Meknès et Oudjda.

L'effectif de la légion comprend :

1 colonel ou lieutenant-colonel, commandant la légion; 2 chefs d'escadron, commandants de compagnie; 2 capitaines, commandants de section; 4 lieutenants, commandants de section; 1 capitaine trésorier; 348 gradés et gendarmes, dont 60 auxiliaires indigènes.